

Éditorial

Changer, c'est maintenant

André Boschetti
Rubrique Sports



Le football suisse jouera une partie de son avenir, ce vendredi. Si le Conseil fédéral confirme, ce mercredi, que les deux championnats professionnels du pays sont autorisés à repartir, il appartiendra ensuite aux vingt clubs qui composent la Swiss Football League de se prononcer sur leur envie de terminer cet exercice extraordinaire.

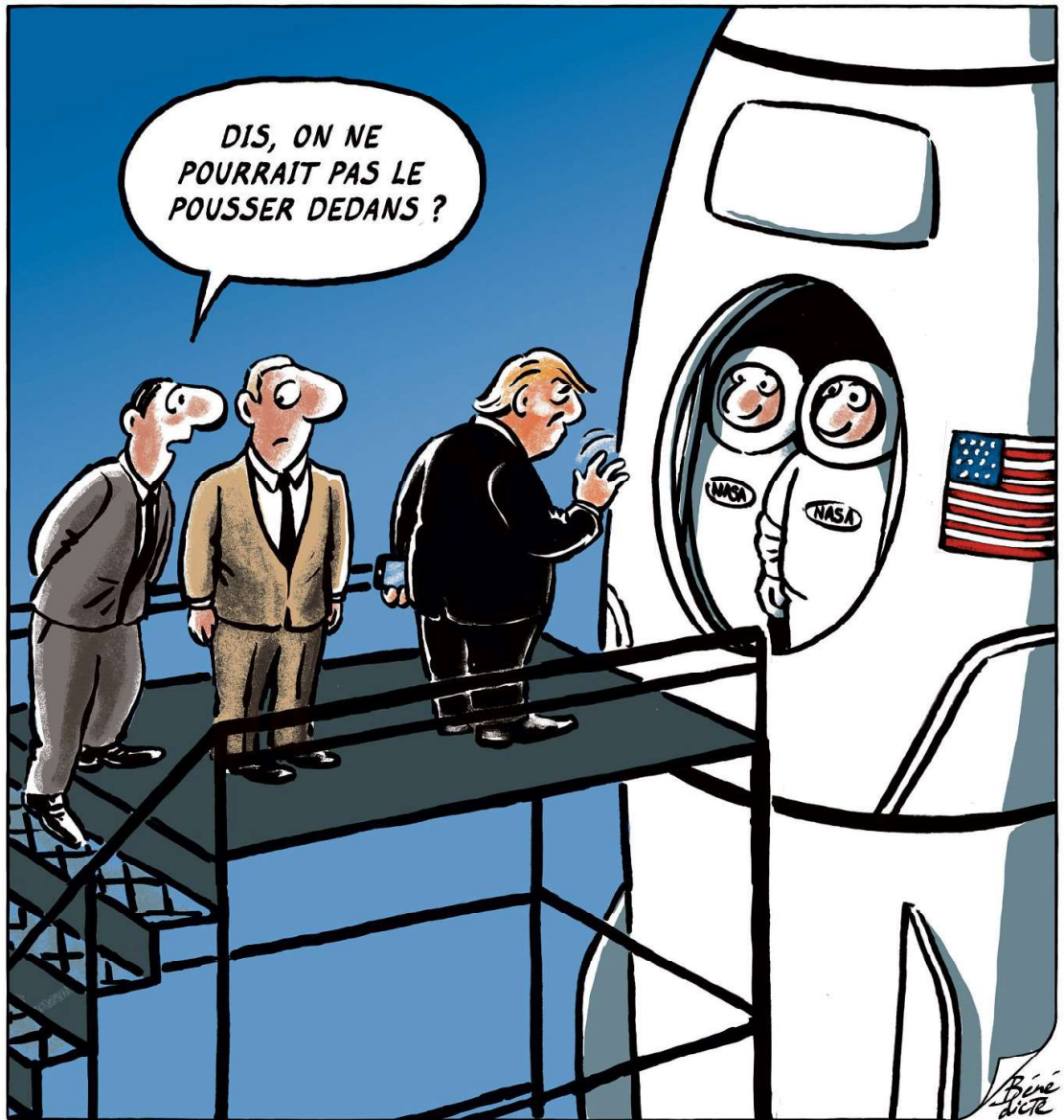
Mais pas seulement. Durant une AG qui sera la plus importante qu'ait connue la SFL depuis très longtemps, les représentants des clubs devront aussi se prononcer sur le passage de dix à douze équipes en Super League.

Un combat qui s'annonce des plus indécis malgré toute la détermination d'un Lausanne-Sport que l'on n'avait jamais connu aussi pugnace. Et personne ne peut prétendre que l'implication totale des Vaudois ne sert qu'à servir leurs propres intérêts. Comme partout, la crise actuelle frappe durement notre football d'élite et l'abandon momentané d'une relégation aux conséquences souvent dramatiques permettrait à chaque club de rebondir sans pression supplémentaire.

Une reprise du championnat et un refus d'élargir la SL ne nuiraient pas à un LS dès lors presque assuré de rejoindre l'élite, mais il retarderait – probablement de plusieurs années – une réforme dont le football suisse a besoin. Car cette élite à douze ne doit être qu'un premier pas vers une refonte totale des deux divisions suivantes. À moyen terme, l'abandon d'une Promotion League qui ne satisfait personne au profit d'une Challenge League élargie et divisée en deux groupes régionaux semble être la seule solution pour redonner un nouvel élan à un championnat où les exigences sont de plus en plus élevées pour les clubs. Sans susciter pour autant l'intérêt du public. Le meilleur moyen aussi pour qu'ils privilégient enfin la formation et l'épanouissement des jeunes talents du pays.

Page 12

Bénédicte Les Américains repartent à la conquête de l'espace



Réflexions

Après les corps, le déconfinement des esprits

L'invité

Michal Maxime Egger
Laboratoire de transition intérieure (Pain pour le prochain, Action de Carême)



Le coronavirus, et «après»? Cette question est sur toutes les lèvres. L'incertitude est grande, mais l'avenir se construit dès aujourd'hui. Jamais les appels à l'urgence d'un changement de cap n'ont été aussi nombreux. Et pour cause: la pandémie n'est pas qu'un problème sanitaire, soluble par un vaccin. Elle révèle l'impasse d'un système productiviste et consumériste globalisé qui détruit la biosphère par sa démesure. Elle nous avertit également des problèmes, beaucoup plus graves et irréversibles, qui nous attendent si nous n'agissons pas vite et radicalement contre le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité. D'où la prolifération de propositions d'ONG, personnalités et mouvements citoyens pour une transition vers des sociétés sobres en carbone et plus équitables.

On parle peu cependant des transformations intérieures nécessaires à cette mutation. Car agir sur les symptômes ne suffit pas. Il faut aller aux racines. Questionner notre regard sur la nature, nos croyances et nos valeurs. Une évolution de la conscience pour laquelle le confinement offre une opportunité unique. Quoi de mieux pour «entrer en soi» que l'obligation de «rester chez soi»? Non pour se replier sur soi-même, mais pour prendre du recul, élargir le cœur et revenir à l'essentiel. Dans ce recentrement, le coronavirus

nous a offert quatre messages clés pour créer le monde d'après dans le respect des limites planétaires.

Primo, le vivant est un. La Terre vit en nous et nous vivons en elle. En ignorant cette interdépendance, nous rendons la nature malade et nous avec. La santé humaine et celle de la planète sont indissociables. Nous n'avons pas d'autre choix que de retrouver les lois du vivant et rééquilibrer nos relations avec les autres qu'humains.

Secundo, nous sommes vulnérables et mortels. À la merci d'un microscopique virus capable de mettre à genoux tout un système. Accomplir notre humanité, c'est assumer notre fragilité, accepter que la mort fait partie de la vie qui ne cesse de se métamorphoser. Non, nous ne sommes pas tout-puissants. Il est temps de redevenir humbles, de mettre un terme à notre domination de la nature.

Tertio, nous sommes des êtres de lien. La distance sociale nous a rappelé à quel point nous avons besoin des autres. L'importance vitale de la solidarité et de l'entraide. La résilience ne se trouve pas dans la «guerre» et la compétition, mais dans la coopération et le soin, au service du bien commun.

Quarto, le sens de la vie n'est pas de courir, produire et consommer. Le virus nous a contraints à ralentir. À une forme de frugalité, sans shopping ni vol en avion. Qu'est-ce qui nous a manqué? Et si nous choisissons la sobriété que nous avons subie? Être sobre, ce n'est pas se priver, mais apprendre à «jouir et vivre intensément avec peu», comme l'affirme le pape François dans son encyclique «Laudato si».

Alors que le déconfinement des corps bat son plein, il est l'heure de déconfiner les esprits.

Ne faudrait-il pas injecter de l'argent à fonds perdu?

L'invité

Jacques Nicolet
Agriculteur, conseiller national UDC



La crise sanitaire que nous vivons nous promet une sortie difficile et il est probable que notre quotidien et nos comportements sociaux changent sérieusement.

La consommation de proximité a retrouvé ses lettres de noblesse et les circuits courts se sont réinventés. L'agriculture et le monde de la production de denrées alimentaires ont fait preuve d'ingéniosité pour assurer en continu l'approvisionnement de la population en produits de qualité et de proximité. Les restaurateurs ont relevé le défi par la confection de repas à l'emporter, tout comme il faut saluer le talent de certains secteurs à se réinventer afin de produire du matériel sanitaire. Les acteurs de notre système de santé ont été grandioses et de nombreux collaborateurs dans divers domaines ont assuré avec succès la poursuite de leurs activités.

Mais notre économie souffre de cette crise et craint sérieusement pour la pérennité des activités et des emplois, avec le risque que le chômage augmente dangereusement. Nos entreprises, nos PME et nos indépendants auront-ils la force et la capacité financière de redémarrer durablement leurs activités, permettant d'honorer leurs engagements financiers et les salaires? Des mesures à hauteur de 63 milliards de

francs ont été annoncées par la Confédération, permettant de venir en aide et d'atténuer les effets de la crise pour de nombreux secteurs. Ces mesures sont à saluer, alors que peu de pays au monde ont débloqué un tel montant, équivalent presque au budget annuel. Parallèlement, notre gouvernement cantonal a annoncé des mesures, pour la majorité sous forme de prêts sans intérêt et de cautions, c'est un bon premier geste, mais ces mesures seront-elles suffisantes? Les cautions sans intérêt préserveront temporairement les liquidités des entreprises, au risque de reporter le problème avec de probables difficultés au moment d'assurer le remboursement des prêts.

Notre gouvernement cantonal a perçu 250 millions de francs de la répartition du bénéfice de la BNS, et durant les vingt dernières années notre Canton a récolté des sommes considérables notamment au travers des impôts, permettant à notre gouvernement d'assainir la dette qui se montait à près de 9 milliards de francs, d'assurer de nombreux investissements, de financer une politique sociale et de présenter depuis quinze ans des comptes bénéficiaires de plusieurs centaines de millions de francs par an.

La situation financière de notre Canton est saine grâce aux efforts des contribuables, de l'économie, des PME et des Communes. Notre Canton a aujourd'hui la capacité de faire beaucoup plus pour atténuer de façon importante les effets de cette crise.

Ne serait-il pas judicieux d'injecter dans notre économie l'argent issu du travail des Vaudois en attribuant à fonds perdu et sous condition, plusieurs centaines de millions de francs afin de pérenniser nos entreprises et de préserver les emplois?

